

## La proposition du CCFD

### Faire du soutien à l'agriculture familiale une priorité politique

- En renforçant l'aide publique au développement française en faveur d'une production familiale diversifiée, en particulier pour les productions vivrières destinées au marché local et régional
- En exigeant une meilleure répartition et un plafonnement des aides de la PAC, afin de réorienter la production agricole européenne vers des priorités de sécurité alimentaire et de développement rural en Europe.
- En mettant fin au dumping de produits agricoles à bas prix sur les marchés mondiaux.

## PCF

---

Le programme du parti communiste considère que « *les objectifs d'une agriculture sûre et de qualité, productive et non productiviste, rémunératrice du travail, diversifiée, respectueuse des hommes et de l'environnement, doivent s'accompagner des moyens spécifiques permettant le renouvellement des générations en agriculture et l'installation des jeunes dans des exploitations à taille humaine, réparties sur l'ensemble du territoire* ».

Il veut favoriser « *la relocalisation des productions au plus près des bassins de consommation* ». Il souligne qu'une nouvelle politique agricole commune doit être « *ournée vers le développement des coopérations avec les pays qui souffrent le plus de sous-alimentation* ». Il affirme par ailleurs « *il faut prohiber le dumping sur les prix agricoles dans les échanges internationaux* ».

## Commentaire

Le programme du PCF est proche, dans l'esprit, de nos demandes, mais il ne précise pas les mesures qu'il préconise afin de les atteindre. Par ailleurs, même s'il parle à plusieurs reprises de « *co-développement* » et de « *coopération entre grandes régions du monde* », « *définie en fonction de leurs besoins avec les populations concernées* », il associe la réforme de la politique agricole commune à une

coopération pour faire face à la sous-alimentation dans le Sud. Le PCF semble ainsi préserver une vision de l'Europe exportant ses produits agricoles afin de répondre à l'insécurité alimentaire dans le monde. Nous attendons une position plus explicite sur la nécessité que notre coopération soutienne le développement des agricultures familiales des pays en développement, seule vraie réponse aux problèmes de sous-alimentation et de pauvreté rurale.

## **Verts**

---

Le programme des Verts prévoit « *des Etats généraux de l'agriculture qui doivent aboutir à une renégociation de la PAC* » en insistant sur la participation des consommateurs à ces orientations. Il prévoit la création d'un « *Haut Comité de l'Alimentation, consultatif avec un droit de veto* », et d'un « *fonds de conversion de l'agriculture financé notamment par les économies réalisées sur les subventions non versées à l'agriculture productiviste* ». Il a l'ambition que « *l'agriculture biologique représente 15%* » de la surface d'ici 2012, et prévoit une « *rémunération de reconnaissance de ses bénéfices sociaux et environnementaux* ».

En insistant sur la nécessité de « *relocalisation de l'alimentation par la mise en place de circuits courts* » et d'« *un vrai contrôle des structures pour contrer l'agrandissement des exploitations existantes* », il prévoit de « *plafonner les aides par actif en fonction du revenu réel* », et d'instaurer une « *double conditionnalité écologique et sociale...* ».

En matière de coopération avec le Sud, il envisage « *une loi d'orientation et de programmation pour une coopération solidaire* », et « *le développement et le renforcement du plan d'action en faveur des forêts tropicales, soutien des peuples autochtones, protection des écosystèmes...* ».

Dans ses 50 propositions du Pacte écologique, Dominique Voynet va plus loin en exigeant de « *généraliser une agriculture paysanne de qualité : répartition équitable des subventions sur des critères de protection de la santé des consommateurs, de l'environnement et de l'emploi, interdiction totale d'ici 10 ans de l'usage des pesticides et des engrais chimiques* ». Elle prévoit également l'« *arrêt des subventions européennes aux exportations vers des pays qui n'ont pas les moyens de subventionner les leurs* ».

## Commentaire

Les propositions des Verts rejoignent largement nos propositions, ils en font même un sujet prioritaire de leur programme avec de nombreuses précisions dans le domaine du modèle agricole encouragé en Europe, défendant des objectifs ambitieux.

Toutefois, l'idée de limiter l'arrêt des subventions aux exportations agricoles à celles qui concurrencent des pays ne subventionnant pas leur production nous paraît curieuse : en effet, autant nous considérons que les subventions visant à réduire les prix de vente à des fins commerciales ne sont pas légitimes, autant nous défendons le droit de tous les pays à subventionner leur développement agricole durable, pour des objectifs de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté ou de défense de l'environnement.

Ainsi des pays en développement qui feraient l'effort de soutenir leur développement agricole par des subventions n'ont aucun besoin de recevoir des produits subventionnés importés d'Europe, qui viendraient ruiner leurs efforts. La suppression des subventions directes ou indirectes aux exportations doit être générale, sans être conditionnée à ce type de critère.

## PS

---

Le programme du parti socialiste prévoit de « *soutenir l'agriculture de qualité, et de réorienter la PAC vers le développement rural, en répartissant la production sur tout le territoire, tout en plafonnant et modulant les primes* ». Dans ses 100 propositions, Ségolène Royal reprend cette idée (Proposition 65), en ajoutant qu'elle souhaite « *favoriser la valeur ajoutée de nos produits agricoles afin d'améliorer les revenus et de favoriser l'installation des jeunes* ». Elle prévoit de « *transférer aux Régions la gestion des aides directes à l'agriculture* », et veut « *encourager les contributions des agriculteurs à la fourniture d'énergie (biomasse, agro-carburants, biogaz, fermes éoliennes)* ». Dans sa proposition 95, elle s'engage à « *réviser notre politique d'aide au développement : passer à un véritable co-développement en favorisant les projets concertés associant directement les bénéficiaires* ».

## Commentaire

Les propositions du PS sont proches sur plusieurs points de nos revendications. Cependant elles manquent de précisions quant au modèle agricole qu'il soutient (la « qualité » pouvant se décliner de manière restrictive sur le seul plan sanitaire et gustatif, ou de manière plus complète en intégrant les impacts sociaux et environnementaux).

De même, le PS n'évoque ni la maîtrise de la production européenne, qui devrait réorienter la production vers les besoins intérieurs, ni la suppression des aides aux produits exportés, afin de mettre fin au dumping de produits agricoles à bas prix qui nuisent au développement agricole des pays du Sud. Ce flou pourrait laisser penser, lorsqu'il prévoit de « *favoriser le maintien d'une PAC à l'échelle européenne, réorientée pour tenir compte des besoins des pays du Sud* », qu'il défend l'idée que l'Europe produise plus afin de répondre aux besoins des pays du Sud.

Pour lever cette ambiguïté, il serait souhaitable que les candidats reprennent au minimum explicitement l'exigence inscrite dans le document annexe du PS « Changer la mondialisation »<sup>1</sup> : « *Si l'Union européenne veut défendre la PAC pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, intégrant des normes sanitaires élevées et contribuant au développement rural, elle doit convaincre ses partenaires du Sud de sa bonne foi en supprimant les subventions à l'exportation et en modifiant celles des aides qui ont un effet de distorsion sur les marchés mondiaux au détriment des agriculteurs du Sud* ». Et qu'au sujet de la coopération au développement, le soutien à des politiques agricoles et rurales soutenant des agricultures familiales diversifiées soit explicitement mentionné.

L'encouragement sans réserve apporté au développement des agrocarburants en France et en Europe nous interpelle : il manque une analyse approfondie sur les avantages et inconvénients du développement des filières industrielles d'agrocarburants, et les choix actuels n'ont fait l'objet d'aucun débat citoyen. Nous pensons qu'un tel débat, qui rejoint la question du modèle agricole et du modèle de développement, s'impose avant de poursuivre l'incitation au développement de ces filières.

---

<sup>1</sup> « Changer la mondialisation : pour une politique socialiste », Secrétariat national à la mondialisation, 21 juillet 2006

## UDF

---

Le programme l'UDF prévoit de « *changer de politique agricole* », afin qu'elle soit « *plus équitable et plus juste* », et « *qu'elle soit à nouveau fondée sur les prix et non plus sur les aides, qui déstabilisent le marché, découragent les producteurs et font artificiellement monter les prix pour les consommateurs.* » Il considère que « *la politique agricole devra répondre à la triple exigence de la sécurité des approvisionnements en produits sains, des conduites protectrices de l'environnement et le choix d'un tissu dense d'agriculteurs au sein d'un monde rural vivant* ». Il se positionne pour la défense d'une « *augmentation de la contribution des Etats-membres* » à la PAC.

L'UDF prévoit également, « *dans une perspective de développement durable* », un *Plan agriculture écologique qui programmera une diminution des engrais azotés de notre agriculture et facilitera le développement des productions par l'utilisation de technologies nouvelles plus favorables à l'environnement.* »

### Commentaire

Les propositions de l'UDF concernant la réforme des aides de la PAC rejoignent nos demandes concernant une redistribution plus juste des aides de la PAC entre agriculteurs et sur le territoire, et la désintensification du modèle agricole, même si cette dernière notion n'est pas directement abordée.

Nous regrettons cependant que les impacts de la PAC sur les pays du Sud ne soit jamais cités et que la maîtrise de la production européenne et la fin du dumping des produits européens sur les marchés mondiaux ne soient pas clairement mentionnés. Nous apprécions la référence à la nécessité d'un développement durable et juste, mais elle demeure trop vague. L'UDF ne précise pas comment il prévoit de mettre en œuvre cette préoccupation dans la politique agricole et commerciale, ni au bénéfice de quel modèle agricole.

## UMP

---

Le programme de l'UMP souligne le souci de « défendre une Europe qui assure en particulier l'autosuffisance et la sécurité alimentaires, l'approvisionnement énergétique et la lutte contre le changement climatique ». A cette fin il soutient « le principe de préférence communautaire » afin que « l'Europe agisse comme un grand marché intérieur ». L'UMP envisage de défendre « la politique agricole commune – c'est-à-dire le principe des aides aux agriculteurs – auprès de nos partenaires européens et dans les enceintes de l'OMC ».

Par ailleurs, le programme prévoit un « recentrage de l'aide au développement sur l'Afrique subsaharienne, avec comme priorités la santé, la formation professionnelle et technique, la formation des enseignants et le transfert des technologies propres ». Même s'ils ne sont pas cités systématiquement dans ces priorités, « le développement de l'agriculture et l'équipement en infrastructures essentielles (transports, énergie...) » sont mentionnés.

### Commentaire

Nous partageons les préoccupations de l'UMP concernant la défense de l'agriculture européenne et de sa sécurité alimentaire, et donc du principe de préférence communautaire. Cependant, la cohérence et le soutien au développement des pays pauvres exige que cette préoccupation légitime de protection du marché intérieur européen aille de pair avec le soutien à la protection des marchés dans d'autres régions du monde. On ne peut donc à la fois insister, comme le fait l'UMP, sur la préférence communautaire, et vouloir la « constitution de champions européens » qui partiront à « la conquête de marchés extérieurs ».

Si nous sommes favorables au maintien de régulations publiques en Europe en matière agricole, cette PAC doit absolument être réformée, pour permettre aux paysans européens d'obtenir des prix rémunérateurs pour leurs productions, pour mieux répartir les aides et valoriser qualité et protection de l'environnement, mais aussi pour supprimer toute forme de dumping agricole dans les pays du Sud. L'UMP doit donc préciser comment elle entend revoir ou réformer la PAC pour répondre à ces questions.

Par ailleurs, la question de la promotion des mécanismes de régulation des prix et de gestion de l'offre agricole mondiale est absente des propositions de l'UMP.

En matière d'aide au développement, si nous accueillons favorablement la volonté d'un recentrage de l'aide incluant notamment le développement de l'agriculture, l'UMP ne précise pas quel type de développement agricole et d'agriculteurs seraient privilégiés en matière de coopération. Nous considérons comme essentiel que l'aide publique au développement agricole se fasse en faveur d'une production familiale diversifiée, en accordant autant sinon plus d'importance aux productions vivrières destinées au marché local et régional, qu'au développement de filières d'exportation.